

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9^e)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2^e)
Téléph. : CENTRAL 80-82

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

Une Inconvenance

Vous avons signalé avant-hier la fautive prétention des bureaux du Quai d'Orsay à affirmer leur omnipotence et à mettre en tutelle le président du Conseil et le secrétaire général qu'il a choisis pour le seconder.

Ces tendances viennent de s'affirmer à l'occasion de la nomination au poste de chef de Cabinet diplomatique de M. Philippe Berthelot.

M. Berthelot est un homme intelligent et vaillant qui sera le premier à regretter d'avoir servi de prétexte à cette inconvenante manifestation, d'autant plus que le gaffeur qui l'a commis ne l'a pas épargné personnellement.

Les bureaux du Quai d'Orsay ont en eux éprouvé le besoin de passer aux autres amis une note sur M. Philippe Berthelot où ils ont établi naïvement des outrecuidantes prétentions. Qu'on se rassure, ce passage par le Journal n'a pas eu de suite.

Le cabinet diplomatique de M. Briand est dirigé par M. Philippe Berthelot, un homme de l'histoire. Ce glorieux diplomate a produit une belle intelligence, un jugement droit, un esprit lucide et net, un caractère réaliste.

On voit avec quelle discrétion le bureau de la presse manie l'encensoir. On ne dit M. Berthelot comme un souverain arbitraire.

Continuons ?

Après un an et un jour, M. Philippe Berthelot est arrivé au grade de ministre plénipotentiaire sans avoir quitté Paris autrement que pour des missions transitoires.

M. Philippe Berthelot ne sera sans doute pas autrement flatté de la façon dont on souligne le fait qu'il n'a jamais occupé à l'étranger aucune des fonctions de son grade. Mais passons.

Nouveau Gouverneur Militaire de Paris

Le Général Maunoury

Vous apprenons avec plaisir la nomination du général Maunoury à la tête du gouvernement militaire de Paris, ce qui avait déjà remplacé le général Lécuyer en 1910.

C'est donc une vieille connaissance que le général Maunoury, qui revient parmi eux. El son nom de guerre sera particulièrement apprécié quand ils se rappelleront l'importance que joua le général Maunoury dans les batailles de l'Oise et de la Marne.

La succession du général Gallieni ne pouvait être mieux accordée qu'à celui qui, lors de la bataille de la Marne, eut l'idée d'effacement à sauver la capitale de l'invasion ennemie.

Après cette époque, le général Maunoury commandait en chef dans le secteur de Soissons. Il dut quitter le commandement le 12 mars dernier, ayant été blessé à la tête au cours d'une inspection avec le général Villaret.

Il avait, peu de temps après, reçu la médaille militaire.

La blessure est maintenant complètement cicatrisée et le général Maunoury, qui vient de terminer une longue et heureuse convalescence dans sa propriété d'Herbilly, près de Blois, où, en septembre dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, les députés de Paris allèrent le saluer.

Il exprime la reconnaissance des Parisiens, ne manquera pas, dans son prochain emploi, de faire preuve de cette fidélité et de cette initiative qui en ont fait un des chefs les plus admirés et les plus estimés des armées de la République.

Dans Paris

ARRÊTATION. — Les inspecteurs de la sûreté ont arrêté dans un hôtel garni du faubourg Montmartre au moment où ils faisaient leur tournée d'inspection Jules Estanier, 48 ans, et son frère, 17 ans, qui avaient cambriolé un appartement à St-Cloud, 65, rue des Lamolles et emporté des bijoux d'une valeur de 1.500 francs en argent.

UN EST-CE UN HOMME ? — Un homme d'environ 50 ans s'affaissant hier sur la chaussée de Montmartre et mourait quelque temps après à l'hôpital. On ne sait pas s'il s'agit de quelqu'un qui n'aurait pas été envoyé à la Morgue.

UN ACCIDENT. — Avenue des Ternes, M. Adrien Jousse, 30 ans, est renversé par une auto-taxi et blessé grièvement à la tête. Admis à l'hôpital Beaujon.

Démenti autrichien

Lausanne, 3 novembre. — Le gouvernement autrichien dément officiellement les rumeurs d'accord avec l'Allemagne, dit qu'il ne fera aucune concession territoriale à l'Italie.

La Déclaration Ministérielle

M. BRIAND exprime la volonté de vaincre du pays

Lorsqu'en temps de paix, M. Aristide Briand prenait la direction des affaires et se présentait devant la Chambre pour donner connaissance de la déclaration ministérielle et répondre aux interpellations, la séance était considérée comme une « grande première ». Bien que nous soyons dans une période exceptionnelle et que les débats doivent être moins mouvementés, il en est de même cet après-midi, tout le monde étant anxieux de savoir ce que dira « le Premier ».

Bien avant l'ouverture de la séance, il ne reste aucune place libre ni dans les galeries, ni dans les tribunes : les moindres coins sont occupés.

A 3 heures, M. Paul Deschanel monte au fauteuil avec le cérémonial ordinaire ; la salle des séances se remplit alors peu à peu ; bientôt c'est un brouhaha indescriptible ; toutes les travées sont garnies : les députés sont au grand complet.

Successivement arrivent les nouveaux ministres. Ils gagnent les places qui leur sont réservées après avoir reçu les félicitations habituelles. Mais leur nombre ayant augmenté, quelques-uns se trouvent obligés de prendre place au banc des commissions.

A trois heures et quart, la séance est déclarée ouverte.

Le simulacre de lecture du procès-verbal accompli, la parole est donnée au président du conseil pour une déclaration du gouvernement.

Le silence se rétablit alors. Lentement M. Aristide Briand gravit les degrés de la tribune et, d'une voix ferme, donne lecture de la déclaration suivante :

Messieurs,

Vous n'attendez pas de nous une longue déclaration. Nous sommes en guerre ; l'heure est aux actes. C'est vers l'action que doivent être tendus tous les ressorts du gouvernement.

Des décisions claires, nettes et rapides ; une exécution prompte, dégagée des vaines formalités, exemptée de toute hésitation, de toute incertitude (Applaudissements), c'est à quoi nous appliquerons nos esprits et notre énergie.

La tâche essentielle du gouvernement est d'utiliser, en le groupant en vue de la guerre, toutes les forces vives de la nation ; de combiner, d'associer à cet effet les efforts de tous les services publics. C'est par l'union, l'incessante coopération de toutes les bonnes volontés qui sera obtenue la victoire (Applaudissements).

Chacun à sa place obéissant à l'impulsion du gouvernement doit accomplir sa tâche. Tout manquement à la discipline commandée par l'intérêt vital de la Patrie sera, sans retard, énergiquement réprimé. Les responsabilités, une fois établies, toute faute, toute défaillance sera suivie d'une sanction (Applaudissements).

C'est sur ce programme qu'a été constitué le gouvernement qui se présente devant vous. Il est formé à l'image de la nation même qui a réalisé contre tous les citoyens l'union à plus complète, face à l'ennemi. (Applaudissements.)

Des hommes venus de tous les partis, oublieux de la diversité des opinions qui a pu autrefois les séparer, se sont rapprochés avec pour unique préoccupation la défense nationale et pour but la victoire.

Jamais la France n'a eu une armée plus digne de vaincre. (Applaudissements.)

Le Gouvernement, avec l'aide des Chambres, doit en fournir tous les moyens à ces héros que nous saluons avec émotion et fierté. Soldats et chefs, réunis dans une mutuelle confiance, rivalisant de courage, d'abnégation dans le service de la Patrie, débattant dans les tranchées comme sur les champs de bataille, les plus hautes qualités de notre race. Chaque jour, leur bravoure ajoute un rayon de plus à l'auréole de gloire de la France. Jusqu'à ce que le but assigné à leur vaillance soit atteint. Ils lutteront pleinement confiants dans la maîtrise du grand chef qui les conduit en partageant sa foi tranquille dans le succès final. (Applaudissements.)

Avec une telle armée commandée par un tel chef, avec une marine qui la seconde si efficacement, toutes les espérances sont permises. (Applaudissements.) Aussi le Pays, sûr de la conclusion de cette guerre, en suivra les péripéties avec une sérénité et un sang-froid imperturbables. Son stoïcisme s'est montré prêt à toutes les épreuves, même les plus douloureuses, même les plus cruelles. Cette haute tenue morale gardée pendant quinze mois, appelle le Gouvernement à envisager la question de la censure. Cette question doit recevoir une solution, recherchée depuis déjà quelque temps, rendue possible par le soulèvement qu'a la défense nationale, le contrôle qu'elle a elle-même demandé. Le Gouvernement, avec la collaboration de la Presse, trouvera, pour l'application des lois, les conciliations nécessaires dans une démocratie entre la liberté et l'autorité.

En même temps que l'opinion nationale nous tire vers le haut, nous devons nous défendre que la source de notre autorité. Nous faisons appel à votre concours ; il nous sera précieux. Nous savons que votre préoccupation est de seconder l'action du Gouvernement. De son côté, celui-ci

est prêt à accomplir toute sa tâche, à assumer toutes ses responsabilités. Il aura à cœur de faciliter votre contrôle sur ses actes. Il saisira toutes les occasions de vous éclairer en vous communiquant, par le moyen d'une collaboration régulière, soit avec vos commissions, soit directement avec vous, tous les renseignements auxquels vous avez droit. Ainsi continuera à s'affirmer l'union de la nation, du Parlement et du Gouvernement.

C'est par elle que nous conduirons la guerre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire qui chassera l'ennemi de tous les territoires envahis, de ceux qui souffrent de l'invasion depuis plusieurs mois comme de ceux qui la subissent depuis tant d'années. (Vifs applaudissements.)

La France n'a pas trahi la paix ; résistante à toutes les provocations, elle a tout fait pour la maintenir. C'est une agression préméditée, d'un sophisme ne parviendra jamais à justifier, qui a imposé la guerre. Elle l'a acceptée sans peur et elle ne s'arrêtera dans la lutte que lorsque l'ennemi aura été réduit à l'impuissance. La France ne désarmera qu'après la restauration du droit par la victoire et quand elle aura obtenu toutes les garanties d'une paix durable. (Applaudissements.)

Ce but : les nations alliées l'atteindront par la pratique d'une étroite solidarité. Chaque jour, se resserre leur union que vient de renforcer l'adhésion du Japon à l'accord du 5 septembre 1914 par lequel les Puissances ont contracté l'engagement solennel de ne pas conclure de paix séparée.

Mais nous estimons que la coordination des efforts des nations alliées peut et doit se faire encore plus complète et surtout plus prompte, si mal aisé qu'elle soit à établir sur des théâtres si variés et si étendus, nous sommes résolus à la réaliser par des rapports plus fréquents, par des contacts de plus en plus intimes.

Déjà les voyages de général Joffre en Italie et en Angleterre, auxquels lui a été fait, les décisions arrêtées entre états-majors ont permis aux puissances alliées de mieux concevoir leur action présente et prochaine.

Après avoir répondu à l'appel de la Serbie, la France dès la première heure est allée à son secours. Nous nous sommes pleinement mis d'accord avec le gouvernement britannique sur la conduite des opérations militaires dans les Balkans. La France et ses alliés n'abandonneront pas cette héroïque nation dont la résistance fait l'honneur du monde. (Vifs applaudissements.)

L'entreprise actuelle de l'Allemagne dans les Balkans atteste l'insuccès de ses efforts sur les théâtres principaux des hostilités. C'est parce que son offensive s'est brisée et sur le front français et sur le front russe qu'elle tente cette diversion. Elle cherche par là à tenir en haleine l'opinion mondiale, à qui tant de mois passés sans les résultats annoncés par une propagande effrénée, commencent à révéler des indices de faiblesse sous une apparence de force. Ses espoirs seront déçus. Les empires du centre pourront reculer leur délai ; ils ne l'empêcheront pas.

Quant à nous, nous sommes décidés à aller jusqu'au bout ; nos ennemis n'ont à escompter de notre part ni lassitude, ni défaillance.

Après avoir mesuré notre tâche, et si rude qu'elle soit, nous entendons la poursuivre jusqu'à son aboutissement nécessaire.

NOUS AVONS LA VOLONTÉ DE VAINCRE, NOUS VAINCRONS.

Des acclamations répétées saluent le Président du Conseil à sa descente de la tribune.

Mais le débat n'est pas clos. La Chambre se trouvant saisie des interpellations de M. Ramel et de M. Emile Constant, et le gouvernement acceptant la discussion immédiate.

La principale se trouve être celle de M. Emile Constant sur les permis de séjour qui auraient été accordés à des nationaux d'origines ennemies.

M. Emile Constant, député de la Gironde, a déjà saisi la Chambre, il y a plusieurs mois de ses réclamations, mais il n'avait pu apporter aucune justification.

Il récidive ; il se fait l'écho de renseignements erronés qui ne peuvent d'ailleurs ébranler la Chambre parce qu'elle sait que les administrations dont dépendent les permis de séjour se conforment strictement aux décisions réglementaires.

L'interpellation de M. Emile Constant donnera l'occasion au gouvernement d'obtenir un vote de confiance unanime.

Auparavant, le parti socialiste et M. Maginot, au nom de plusieurs de ses amis, auront indiqué les raisons pour lesquelles ils accordent leur concours au nouveau cabinet.

Bourse de Paris

Le marché s'offre toujours un animation très relative et les cours varient dans d'étroites limites, sauf en ce qui concerne les chemins espagnols et les valeurs de culture américaines, deux groupes dont le mouvement de hausse prend de l'ampleur.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 65,50 ; 3 1/2 0/0, 90,85. — Russe 1891, 59,60 ; 1906, 88. — Extérieure, 87,45.

La Défense Serbe

L'encerclement de Monastir

Athènes, 2 novembre. — Les bruits qui ont couru ici, hier, de la prise de Monastir par les Bulgares, sont prématurés.

L'ennemi avance bien de Kuprula dans la direction de cette ville, mais il faut qu'il arrive qu'il traverse le col de Babouna, qui a été fortijablement fortifié par les Serbes et qui offre un obstacle presque insurmontable.

Les Bulgares pourraient d'ailleurs préférer l'exécution de mouvements de flanc, combinés pour couper les communications serbes.

La principale armée bulgare effectue un mouvement enveloppant pour cerner les Serbes du côté de l'Albanie.

La panique règne dans la population du district de Monastir. Les réfugiés fuient en masse vers le sud.

Les autorités élèvent en toute hâte des défenses autour de la ville.

Sur le front français, les Bulgares, depuis leurs récentes défaites, ont cessé d'attaquer. L'ennemi attend trois nouvelles divisions de renfort.

Sur le front nord, les Austro-Allemands avancent lentement en essayant de temps en temps quelques échecs. La plus grande avance qu'ils aient marquée est dirigée du nord-ouest, du côté de Valjevo.

Le plan allemand réalisé par les Autrichiens

Athènes, 2 novembre. — Les Autrichiens, au nord de la Serbie, semblent chercher à atteindre Visegrad et à tourner le flanc gauche de l'armée serbe. Ce mouvement fait partie du plan d'ensemble allemand qui tend à couper la retraite des Serbes vers le sud.

Les Serbes ont organisé une garde civique à Monastir.

Quatre cents Grecs se sont enrôlés dans cette garde.

Le mont Vardar occupé par les Autrichiens

Genève, 2 novembre. — On mande de Vienne que les Autrichiens ont récemment occupé le mont Vardar sur la frontière du Monténégro.

Dans le col de Babouna

Athènes, 2 novembre. — Les Bulgares, s'avançant au-delà de Velès, auraient occupé après un combat acharné une partie des défilés de Babouna.

Cependant, les Serbes tiennent encore la partie principale de ces défilés, qui sont situés près de Perleto.

Les Bulgares n'ont pas renouvelé leurs attaques contre Krivolak, que les Français défendent toujours. On dément que les Serbes aient évacué Monastir. Un navire français a bombardé avant-hier un train bulgare entre Xanthi et Délagatch.

Succès chèrement payé

Les combats pour la prise de Kragujevatz ont duré quatre jours avant que les Allemands aient pu parvenir à avancer. Le premier jour, ils avaient reçu des renforts et étaient passés à l'attaque générale avec des effectifs évalués à 45.000 hommes. Les Serbes ont défendu ouvrage par ouvrage, infligeant des pertes évaluées à 20.000 hommes environ à l'ennemi. La ville a beaucoup souffert du bombardement. L'ennemi a exécuté de terribles représailles contre la population.

l'ation civile, faisant prisonniers les femmes et les enfants.

Sur le front d'Istip et de Velès, les Bulgares ont pris de nombreuses positions serbes.

Les Français ont fait subir de lourdes pertes aux Bulgares

Genève, 2 novembre. — De la Tribune de Genève :

Les communications entre les Allemands et les Bulgares sur la ligne de Nagotin à Pladovo sont souvent interrompues par les contre-attaques serbes. De nouveaux contingents anglo-français ont attaqué les Bulgares à Doiran, leur faisant subir de lourdes pertes, et sont parvenus à dégager une partie de la voie ferrée.

Les Russes devant Varna

Rome, 2 novembre. — Dans la journée d'hier, une flottille de transports russes a été signalée au large de la ville roumaine de Balchik.

L'attitude de la Grèce

Les déclarations de M. Venizelos et les relations gréco-bulgares

Pour l'intervention

Chicago, 2 novembre. — Le correspondant de la Tribune à Athènes télégraphie :

M. Venizelos a fait la déclaration suivante :

« Si je reviens au pouvoir, je ferai la guerre à la Bulgarie. C'est une obligation que nous avons contractée envers la Serbie. C'est d'ailleurs une obligation morale pour la Grèce d'empêcher la prédominance de la Bulgarie dans les Balkans et, d'une manière générale, de protéger les petites nations contre les ambitions « d'un seul grand Etat ». La Grèce a tout à gagner par la victoire des puissances de la Quadruple-Entente. »

Pour la neutralité

Lausanne, 3 novembre. — En des interviews publiées par le journal grec Neologos, M. Zaimis et les autres membres du cabinet ont déclaré que la Grèce voulait rester neutre à tout prix.

Promesses de la Bulgarie à la Grèce

Lausanne, 3 novembre. — D'après la Gazette de Voss, la Bulgarie aurait donné à la Grèce l'assurance qu'elle n'annexerait pas Monastir, Guevgueli et Doiran, et qu'elle renonce à la Macédoine grecque, afin que les relations gréco-bulgares s'améliorent.

Officiers allemands en Grèce

Londres, 3 novembre. — De Rome au Daily Express :

« De nombreux officiers allemands commencent à arriver en Grèce. Ils ne portent pas l'uniforme, mais il n'existe aucun doute sur le genre de profession qu'ils exercent. »

Jésuiterie allemande

Lausanne, 3 novembre. — La Gazette de Francfort publie cette étrange information : « Le gouvernement grec a déclaré à Rome que le traité d'alliance avec la Serbie n'existerait plus, la Serbie ayant attaqué la Bulgarie sans en avoir préalablement la Grèce. »

Leçon de Choses

Ce matin, dans le Radical, un « mobilisé volontaire » émet de judicieuses réflexions qui n'auront pas manqué de faire réfléchir Murras.

Car si le bonhomme n'entend pas, il sait à peu près lire, et le seul moyen de lui dire ses quatre ou cinq vérités c'est de les écrire.

Il fait bien un peu le sourd, parfois aussi, en lisant, mais, en général, il encaisse tout.

Aujourd'hui, il encaissera donc en particulier les passages suivants :

«...M. Charles Maurras, adhérent à l'idée royaliste, se plut à démontrer, en un style parfait, que le nationalisme, considéré jusqu'à son expression intégrale, aboutissait à la Royauté. Nous savions déjà, parce qu'on nous l'avait appris au lycée, que la Royauté était d'essence divine. A cette thèse de marque religieuse, M. Charles Maurras substituait ou plutôt ajouta une thèse d'essence scientifique. Certes, le Roy n'était l'oint du Seigneur ; mais la Royauté n'était plus seulement la fille de l'Eglise, elle devenait la fille de la Raison. La Royauté — et l'Action française — nous le répète souvent — est le seul gouvernement qui soit véritablement national. Une nation ne prend conscience d'elle-même, n'acquiert véritablement son maximum d'énergie et de vitalité que sous le sceptre glorieux de ses rois. »

Voilà qui était net et établi d'une façon presque scientifique. Hélas ! combien les événements actuels, qui sont des réalités, viennent bousiller et chambarder ces ingénieuses théories !. Oserais-je demander à M. Charles Maurras ce qu'il pense du nationalisme intégral chez les peuples balkaniques ?.

A moins d'être volontairement aveugles, nous apercevons, spectacle qui nous vient complètement à l'esprit, que ces théories, nous voyons qu'entre ces peuples et leurs rois se dresse précisément le formidable différend des nationalités. L'intérêt national des peuples est d'un côté ; les intérêts familiaux de leurs rois sont de l'autre. Non seulement le royaume n'est plus nationale, mais elle devient antinationale.

Et après ce procès du nationalisme intégral, ou royalisme, le « mobilisé volontaire » passe au rôle républicain :

« Supposez ces peuples en République. Leur action dans cette guerre se fit fait

sentir depuis un an, et dans le sens des alliés, très certainement. C'est la diplomatie des cours royales qui a paralysé et éterné toutes les aspirations nationales. »

Quand je pense que quelques républicains, il y a un an, se traînaient inquiets sur les destinées de la République après la guerre !... Ah ! mes amis, rassurez-vous. Cette guerre, qui est une grande semence de mort, porte dans ses flancs monstrueux la mort du militarisme belliqueux et des royaumes tyranniques.

Tant de sang versé ne l'aura pas été inutilement. Les générations de demain garderont la sainte horreur de la guerre et s'orienteront de plus en plus vers les gouvernements démocratiques.

« Il n'est pas un Français, que dis-je, il n'est pas un homme civilisé, qui la nation, qui ne comprenne que si l'Allemagne et l'Autriche avaient été en République, la guerre actuelle n'aurait jamais eu lieu. Cette guerre monstrueuse porte en elle la marque de l'impérialisme. »

Et il conclut :

Non seulement la théorie de M. Charles Maurras n'est point fortifiée par les événements, mais elle s'écroule sous eux lamentablement. Certes, nous n'avions pas besoin de cette expérience douloureuse pour avoir compris toute la naïveté enfantine des sophismes de l'« Action française ». Mais il est bon que cette expérience soit faite pour certains esprits qui se laissent séduire par les erreurs du passé quand elles sont présentées sous la forme de dissertations savantes.

Le simple bon sens français, fait de clarté et de simplicité, ne s'est pas laissé prendre au piège du néo-royalisme. La France est restée plus éloignée de la Royauté qu'elle ne l'est nationale et pacifiste.

« Et quand nous répétons tous les jours : « A la porte les Maurras ! A la porte les Daudet ! parce que ce sont des gens malaisants », nous rendons service au pays et à l'humanité tout entière. »

Si Mackensen n'atteint pas Constantinople

Stockholm, 3 novembre. — Le journal Aftonbladet écrit :

« Les voyageurs qui viennent d'Allemagne déclarent que des milliers de personnes sont presque mourants de faim dans ce pays, mais dissimulent leur misère. »

« Ils ajoutent : La situation commence à paraître critique ; si Mackensen ne réussit pas à atteindre Constantinople, permettant ainsi l'envoi de vivres en Allemagne, elle s'en ira désespérée. »

